

Les exploitations familiales d'éleveurs à travers les enquêtes de l'Apess

Ibrahima Aliou (ibrahimaaliou@yahoo.fr) et
Loïc Barbedette (loic.barbedette@wanadoo.fr)

L'APESS A RÉCEMMENT MENÉ, avec le sociologue Loïc Barbedette, des enquêtes auprès des exploitations familiales d'éleveurs au Sahel. Ce travail apporte des éléments sur la situation de ces exploitations, les difficultés auxquelles elles sont confrontées, ainsi que les stratégies de sécurisation développées par les populations.

► Dr Ibrahima Aliou est le Secrétaire général de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savanne (Apess).

► Loïc Barbedette est sociologue. Il accompagne l'Apess dans ses travaux depuis une vingtaine d'années.

► Les éléments de cet article ont été extraits d'entretiens disponibles dans leur intégralité sur le site d'Inter-réseaux (www.inter-reseaux.org).

GDS : *L'Apess a réalisé des enquêtes sur les exploitations familiales (EF) d'éleveurs. Quels en étaient les objectifs et la méthode ?*

IBRAHIMA ALIOU (AI) : L'Apess a mené en 2010 et en 2013 un travail d'enquêtes auprès de 130 familles dans 9 pays en zone sahélienne et en zones de savane¹. Ce travail a été fait avec la méthode des « bilans simplifiés » : on cherche à estimer le taux de couverture des besoins de base de la famille en déterminant pendant combien de mois et de jours la famille a pu couvrir ses dépenses avec la production agropastorale de son exploitation. Ce taux peut être égal, supérieur ou inférieur à 12 mois.

GDS : *Quels sont les enseignements de ces enquêtes ?*

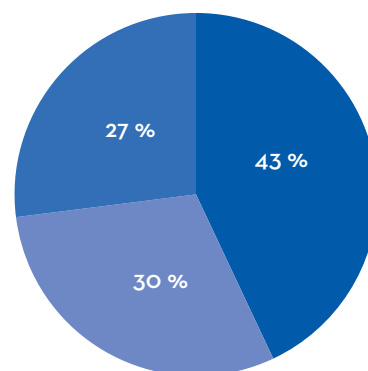
LOÏC BARBEDETTE (LB) : Tous les éleveurs visités sont d'une façon ou d'une autre liés à la tradition. Ce sont des éleveurs de bovins pour qui la vache n'est pas une marchandise (ils ne vendent des bovins qu'en dernier recours) et qui accordent une grande valeur au lait, ils pratiquent un élevage mobile et ils sont attachés aux valeurs de la culture pastorale. Ces études montrent cependant que leurs modes de vie et de conduite de l'élevage ont constamment évolué. La plupart sont passés du pastoralisme à l'agropastoralisme. Leur production agricole est essentiellement autoconsommée, ce qui permet aux éleveurs de sécuriser leur famille, mais aussi leur cheptel en allégeant les prélèvements sur le troupeau. L'élevage apporte les revenus monétaires dont ils ont de plus en plus besoin pour couvrir leur consommation, qui a évolué en même temps que leurs modes de vie quand ils se sont sédentarisés. Ainsi ces exploitations sont de plus en plus fortement insérées au marché, mais les éleveurs font aussi de nombreux dons (à caractère social ou religieux) et consomment directement, dans des proportions variables selon les exploitations, une part de ce qu'ils produisent. Les technologies qu'ils utilisent se sont également transformées. Le troupeau de bovins demeure néanmoins la référence de leur système de production.

GDS : *Et en termes de sécurisation alimentaire et économique ?*

IA : En zone sahélienne, la moyenne du taux de couverture des besoins de base est de 8 mois et 15 jours, tandis qu'il est de 10 mois et 26 jours en zone de savane : dans ces deux zones, la plupart des familles

n'arrivent pas à atteindre la sécurité alimentaire de leur famille avec leurs seules productions agricoles et pastorales, même si dans ces deux zones des familles sont largement excédentaires.

LB : 80 % des exploitations analysées ont un taux de couverture inférieur à 12 mois. Pourtant, elles sont assez peu endettées. Ceci s'explique d'abord par le fait qu'elles ont une « réserve de sécurité » : leur troupeau. En cas de difficulté, elles peuvent vendre un animal. Mais cela s'explique surtout par le fait qu'elles ont des « stratégies de compensation » assez efficaces : activités non agricoles et non pastorales (principalement le commerce de bétail, mais aussi toute une gamme d'activités dans d'autres secteurs, qui sont exercées souvent par les femmes), apports des membres de la famille partis en ville ou en migration. Dans plusieurs cas, ces apports sont supérieurs à ceux de l'élevage et de l'agriculture réunis. Faible taux de



- exploitations dont le taux de couverture est inférieur à 11 mois par an
- exploitations dont le taux de couverture se situe entre 11 et 13 mois par an
- exploitations dont le taux de couverture est supérieur à 13 mois par an

Répartition des exploitations en fonction de leur taux de couverture

Source : Ce qu'ont appris les exploitations familiales des membres de l'Apess, Apess, 2013

1. Burkina Faso, Cameroun, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Niger, Nigeria, Mali, Sénégal, Tchad.

couverture ne signifie donc pas nécessairement pauvreté. Mais ces études révèlent aussi autre chose : si l'on chiffre la valeur brute de la production animale et végétale vendue et autoconsommée, on voit que ces 130 exploitations ont apporté en un an près d'1 milliard de francs CFA aux économies de la Cedeao et de la Cemap. Mais une grande partie de cette richesse ne leur a pas profité : elle a été captée par des intermédiaires, absorbée par des taxes, dépensée en charges de production, ou excessivement recyclée en dépenses de consommation (on est par exemple impressionné par le montant des dépenses de téléphone qui excèdent dans certains cas 1,5 million de francs par an). Ces exploitations bénéficient donc mal des fruits de leur élevage et de leur agriculture, ce qui pose la question des règles du jeu économiques et des politiques actuelles, qui ne leurs sont pas favorables.

GDS : *Quels sont les facteurs de vulnérabilité de ces populations ?*

IA : Tout d'abord, les sécheresses répétitives que vit le Sahel depuis une dizaine d'années ont fortement fragilisé les éleveurs, qui ont pour certains perdu beaucoup de leurs animaux. Or, chez un éleveur il y a un seuil lié à la taille du troupeau en dessous duquel il ne peut plus reconstituer son capital et rentrer dans une précarité sociale, culturelle et économique. Ensuite, l'insécurité et le vol de bétail constituent aussi un facteur de vulnérabilité.

LB : Ce qu'il faut comprendre, c'est que cette pauvreté n'est pas seulement économique : la perte du troupeau est aussi source de déconsidération sociale et de détresse psychologique. Cette forme de vulnérabilité est différente de celle de l'agriculteur. Si une année de bonne récolte peut permettre à l'exploitation familiale agricole de rebondir rapidement après des années difficiles, la reconstitution d'un troupeau demande plusieurs années et peut même devenir impossible dans certains cas. D'autres facteurs que les sécheresses ou le vol fragilisent ces exploitations : l'accès à l'espace et la qualité des ressources naturelles, le poids des charges de production, les savoir-faire (notamment souvent absents chez les fonctionnaires qui se lancent dans l'élevage), le poids des dépenses de consommation. On relève dans ces enquêtes que les femmes chef d'exploitation ont en moyenne des taux de couverture de trois mois plus faibles que les hommes et que les jeunes chefs d'exploitation ont de meilleurs résultats que leurs aînés. On constate également que l'entente (au sein de la famille, avec le voisinage) est un facteur essentiel de réussite de l'exploitation familiale.

Aucun facteur n'explique à lui seul la bonne ou la mauvaise performance des exploitations familiales étudiées. Certaines ont de très bons résultats bien qu'elles n'aient que de toutes petites superficies et inversement ; parmi celles qui ont les meilleures performances on trouve des exploitations qui utilisent des technologies très avancées et d'autres qui travaillent

selon les méthodes traditionnelles. Ce qui paraît en réalité le plus déterminant dans les performances de l'exploitation, c'est l'aptitude de l'exploitant à composer avec différents facteurs, c'est à dire la pertinence de sa stratégie. C'est là que réside le secret de la « résilience » de ces exploitations familiales.

GDS : *Quelles sont les stratégies de ces exploitations familiales ?*

LB : Certaines privilégient la recherche de la sécurité et d'autres l'augmentation des revenus. Elles utilisent dans des proportions et des combinaisons variables les ressources de neuf leviers principaux. Elles peuvent privilégier trois types de leviers économiques : l'élevage, l'agriculture et/ou les activités non agropastorales. Elles les combinent avec trois types de leviers sociaux : la gestion interne de l'exploitation familiale, la solidarité familiale externe (avec les apports de la diaspora), et dans certains cas les ressources de la religion (notamment pour les éleveurs de familles maraboutiques). Certaines exploitations ont également accès à des leviers sociopolitiques : celui des pouvoirs locaux, celui des associations et celui des aides publiques ou privées, mais on constate que ces dernières parviennent peu aux éleveurs.

GDS : *Quelles sont les limites de ces stratégies ?*

LB : Ces exploitations utilisent à fond et de façon très efficace à court terme le levier de la mobilité de l'élevage. Mais cette mobilité en conduit certaines à s'établir dans des espaces où leurs conditions d'existence sont difficiles : aucun accès à la terre, taxation excessive, conflits fréquents. On constate alors que ces exploitations pourtant riches ont beaucoup de mal à faire des projets et réalisent très peu d'investissements car elles sont trop insécurisées. De façon générale l'environnement économique et politique ne favorise pas la réussite des stratégies des éleveurs : contraintes dans l'accès à l'espace et aux ressources, législation foncière défavorable, mauvais accès au marché, insuffisante diversification de l'économie et des emplois locaux et absence de politique de développement local, inadaptation de l'offre de crédit, carence des politiques d'aménagement du territoire...

IA : Certes, des efforts sont faits par les États, les institutions régionales et les partenaires techniques et financiers pour soutenir le secteur de l'élevage. Mais, force est de constater que ces efforts ne sont pas suffisants. Sur le plan des apports par exemple, la part qui va à l'élevage dans les appuis et les investissements au secteur rural ne dépassent pas les 5 à 7 %. Par ailleurs le secteur de l'élevage n'a commencé à entrer dans les réflexions et les politiques que ces dernières 10 années. Quand on regarde les politiques de l'élevage dans les pays où elles existent, ce sont plus des politiques qui tentent de réglementer le déplacement des animaux et le commerce du bétail que des politiques volontaristes pour appuyer le secteur et permettre son développement. ■